



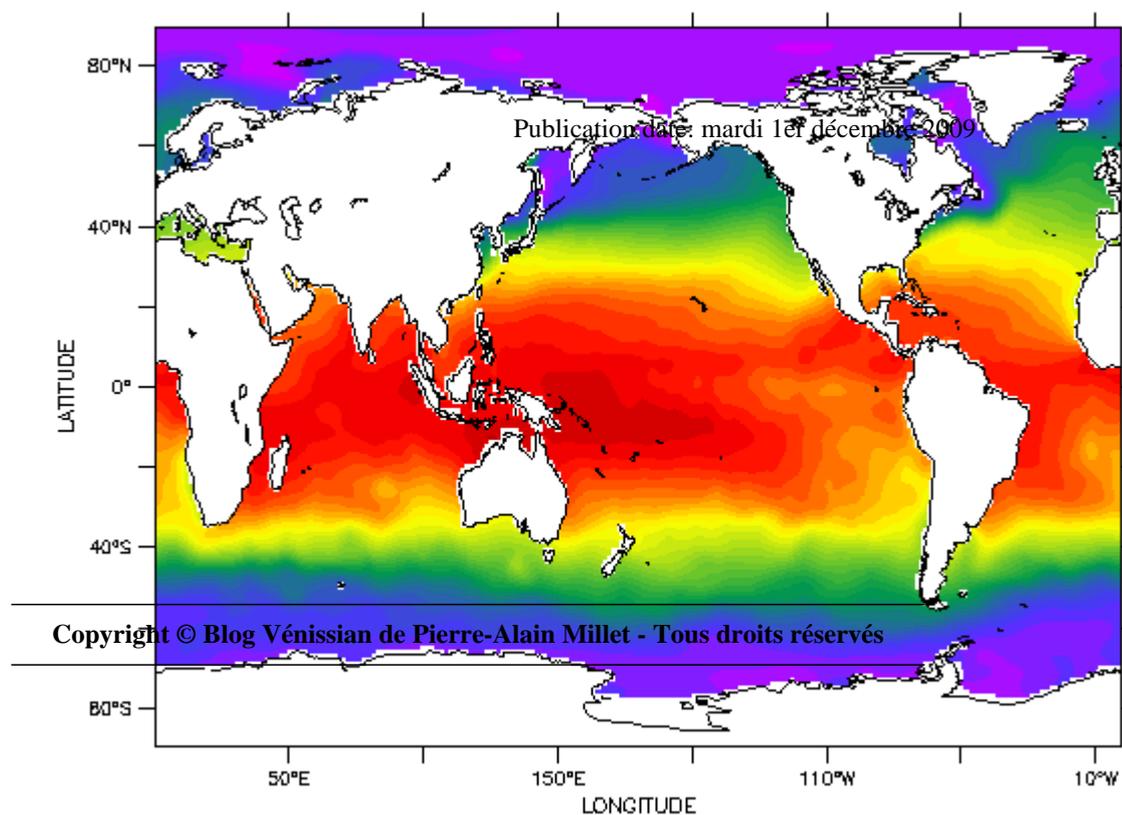
Extract of Blog Vénissian de Pierre-Alain Millet

<http://pierrealainmillet.fr/Climat-partir-des-faits>

Conseil de communauté du 30 Novembre

Climat : partir des faits

- Interventions - Conseil métropolitain du Grand Lyon -



Monsieur le président, cher collègues.

Cette délibération que le groupe communiste et citoyen votera éclaire une réalité importante des enjeux climatiques. Il ne suffit pas de grandes déclarations car rien ne peut être fait sans les acteurs, les entreprises objet de l'étude proposée dans ce rapport, mais aussi l'ensemble des forces sociales. Car il existe effectivement des bonnes pratiques, mais aussi des réticences et des obstacles. Il faut donc parler vrai, sachant que les bonnes et les mauvaises pratiques s'inscrivent dans le contexte de bonnes ou de mauvaises politiques qui nous concernent au premier chef. A quelques jours du sommet de Copenhague et de ses effets médiatiques, partons des faits.

Si les objectifs mondiaux de Kyoto par référence à 1990 sont atteints, c'est d'abord du à l'effondrement de la production industrielle des anciens pays de l'Est dans les années 90.

Si la France a respecté ses engagements, c'est d'abord le fait de l'agriculture qui a réduit ses émissions, pendant que les bénéficiaires des quotas de carbone les utilisaient pour la naissance de ce marché financier dont tous les spécialistes commencent déjà à étudier le prochain crack...

Or, cette délibération confirme que le Grand Lyon inscrit son action dans le cadre du consensus du Grenelle qui fonde la réponse au défi climatique et plus généralement écologique sur un et un seul outil ; le marché, ce qu'on appelle désormais le capitalisme vert, C'est l'un des deux objectifs de cette délibération recherchant les perspectives de développement du marché privé des « cleantech », j'espère ne pas déformer le sens en traduisant par « technologies propres », l'anglicisme devant bien sûr être indispensable pour que les experts se comprennent, mais je ne suis pas expert.

Mais le marché est-il écologiquement vertueux, bien que socialement dramatique.

Le coût du Kw installé en éolien baissait dans les années 90, depuis qu'il est subventionné, son prix explose, passant de 850 Euros/kW en 2001 à plus de 1600 Euros/kW en 2008. L'effet d'aubaine des subventions, bien connu des économistes, joue à plein et les affairistes s'en donnent à coeur joie !

« Votre toit vous enrichit » affirment les publicités des vendeurs de panneaux solaires. Mais qui connaît les conséquences économiques à terme de ce tarif d'achat garanti ? Qui peut croire à la finance perpétuelle d'un tarif garanti le plus élevé au monde ? Les estimations de coût vont jusqu'à 200Euros/an en 2020 si on considère le coût moyen de production de l'électricité, soit +50% sur la facture moyenne d'un logement.

Quand la déréglementation obligera EDF à vendre à prix coutant son électricité nucléaire à ses concurrents, qui paiera ? L'organisme patronal Coe-Rexecode précise clairement le but en étudiant le prix de marché de l'électricité et constatant, je cite « la France est aujourd'hui en dessous mais devra rattraper rapidement le prix moyen du marché » Ce que confirme le rapport Poignant se désolant que la France soit en retard car son électricité n'est pas assez chère !. Bref, il faut que les prix augmentent pour que le photovoltaïque atteigne enfin cette parié réseau promise tout en pompant financièrement ce qui est encore le service public EDF !

Les marges ainsi extorquées ne vont pas dans la recherche qui reste en France largement financée sur fonds public, ni dans un secteur qui se développe aux Etats-Unis ou en Chine. Dans les 10 premiers groupes mondiaux du

photovoltaïque, un seul européen, allemand, qui vient d'annoncer la délocalisation de sa principale unité de production en Asie.

La taxe carbone repose sur la même logique de marché. Comme toute taxe à la consommation, elle est profondément inégale. Mais constatons que pendant qu'on impose tous les français de cette taxe, on prend soin d'exonérer toujours plus largement les entreprises ! Ainsi, officiellement pour éviter les « fuites de carbone », comprenez, les « délocalisations », 96% des émissions de GES de l'industrie sont exonérées, comme le note le dernier numéro de la revue de l'ADEME ! Nous considérons qu'une économie décarbonée a moins besoin de taxes censées influencer sur le marché que d'impôts progressifs fondant des choix politiques.

Le groupe communiste appelle donc à un débat politique sur le plan climat, qui mette sur la table les analyses, même et surtout quand elles sont contradictoires, évite les discours publicitaires, condition la mobilisation des acteurs sociaux. Un tel débat nous conduirait par exemple à interroger la priorité au photovoltaïque par rapport au solaire thermique, la pertinence de la revente du photovoltaïque sur le réseau comparé à l'autoconsommation, à s'interroger sur la part possible du solaire thermodynamique, et bien sûr sur la part du nucléaire, donc de l'électricité dans la réponse globale au défi climatique. Il nous aiderait à mesurer les résultats pratiques et non seulement les promesses des bâtiments BBC compte tenu des comportements pas toujours idéaux de leurs habitants, à s'interroger s'il ne faut pas placer en priorité l'isolation massive des bâtiments anciens qui ne peuvent bien sûr atteindre des performances exceptionnelles mais qui sont un gisement majeur de réduction d'émissions nécessitant des financements importants ainsi que le développement des réseaux de chaleur.

Pour conclure, il est très utile d'avoir une politique lisible pour les entreprises, mais nous demandons de travailler aussi pour identifier les freins et obstacles rencontrés par les collectivités ! Comment travailler avec les bailleurs sociaux pour des mesures de grande échelle sur un parc social qui ne trouve nul financement à la hauteur de ces besoins ? Comment débloquer les projets d'OPATB, qui par exemple à Vénissieux évalue un besoin de 20MEuros d'investissement pour un gain de 6000 tonnes de carbone, mais qui traîne en longueur depuis des années.

Sans parler du transport urbain, de la propreté, qui renvoient toujours à des enjeux de comportements, mais s'inscrivant dans des choix politiques, et il est donc essentiel de mieux connaître les freins aux bonnes politiques et les intérêts qui poussent à de mauvaises politiques !

Copenhague va surfer sur la veine des grands films, sur le choc des mots et le poids des photos, mais en coulisse, ce seront les intérêts des plus puissants qui négocieront les conditions de ce marché vert qui n'est que le nouvel espace de la guerre économique, alors que nous avons besoin d'un fantastique effort de connaissance, de démocratie, de citoyenneté, donc de choix politiques et non de marché